

Déclaration de la CGT à l'ouverture de la Négociation Annuelle Obligatoire 2020

Une politique salariale indigne

La saison des augmentations individuelles 2019 a révélé d'énormes disparités salariales, totalement arbitraires. Plusieurs centaines d'euros de différence en bas de la feuille de paye. Rien ne justifie de tels écarts, surtout quand le salarié n'a eu à subir aucun reproche de la part de son N+1.

Cette maltraitance salariale mine et démotive ceux qui en sont victimes et crée des tensions inutiles dans les collectifs de travail

Comment un salarié, une JRI par exemple, peut accepter un écart de plus de 5 000 €/an avec son collègue de même ancienneté et qui fait exactement le même travail ?

Il faut reprendre le chantier des disparités salariales.

Les mesures individuelles n'arriveront jamais à combler les retards accumulés. Le bilan 2019 en apporte la preuve : 40% de ces augmentations n'ont pas dépassé 2% du salaire de base. 70% ont été inférieures à 3%. Certains salariés ont même dû se contenter de 45 €.

2%, 3%, 45 €... Pour cela, il faut attendre son tour... Au mieux tous les 3 ans, mais souvent aussi patienter 4 ans, voire 5 ans pour une augmentation misérable.

A cela s'ajoute le gel des augmentations générales depuis 2014 alors que les prix augmentent :

**4 années sans augmentation,
c'est 5 % de perte de pouvoir d'achat.**

Embauches au rabais

60 millions de recettes publiques en moins cette année... c'est la masse salariale qui trinque. En première ligne les intégrations de CDD auxquels on propose désormais des CDI au rabais : plusieurs centaines d'euros en dessous des salaires médians.

Le gouvernement est responsable du carcan budgétaire qu'il impose à FTV, mais la direction ne peut l'évoquer pour justifier une gestion erratique et punitive de la masse salariale.

Pour semer encore plus la zizanie entre salariés et leur encadrement, le DRH de FTV a remis au goût du jour un système de primes, distribuées sans aucune transparence. 500 000 € pris sur la maigre enveloppe des augmentations qui s'est vue amputée de 10%

Une telle politique salariale est indigne d'une grande entreprise de service public, dont la présidente ne cesse de mettre l'éthique, l'équité, les principes au centre de son discours.

Elle est aussi révélatrice d'immenses lacunes dans la gestion des ressources humaines et d'un manque d'implication de nombreux cadres. Dans de nombreux endroits, les comités salaires ont été traités par-dessus la jambe : informations incomplètes, dossiers bâclés, nuages de points illisibles.

La CGT demande des négociations sur les disparités salariales, la fin du gel des augmentations générales ainsi qu'une enveloppe de mesures permettant d'en finir avec les augmentations dérisoires et vexatoires.

Paris, le 5 mars 2020